

VERS UN CADRE DE VIE TRANQUILLE ET SÛR : LA RÉAPPROPRIATION DES ESPACES : UN ENJEU PARTAGÉ

QUELQUES RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Contexte général

L'espace public pour tous / GROLLIER Karine

Traits urbains, 05/04/2011, n° 46, p. 16-29

Comment créer des espaces publics appropriables au-delà des fonctions primaires de circulation et de déplacements, dans le respect du partage de l'espace par tous les usagers? Le constat est fait depuis une dizaine d'années d'une stérilisation des pratiques sur un espace public libéré des éléments techniques encombrants mais le plus souvent perçu comme vidéé par des usagers qui souhaitent vivre pleinement la ville. Si le dessin général des sites urbains joue un rôle central dans l'appropriation, le mobilier, les matériaux utilisés et la mise en lumière peuvent modifier, par touches ou totalement, les potentialités et la perception des lieux et rendre possible des usages plus conviviaux. Plus souvent dans les centres urbains que dans les banlieues, des concepteurs tentent de rendre la ville vivante et développent des lieux généreux et polyvalents, ouverts au confort et à l'imaginaire.

La rénovation urbaine et le modèle de « l'espace défendable » : la montée en puissance des enjeux sécuritaires dans l'aménagement / GOSSELIN CAMILLE

Metropolitiques.eu, 04/11/2015

<http://www.metropolitiques.eu/La-renovation-urbaine-et-le-modele.html>

En transformant l'urbanisme et l'architecture des cités HLM, la rénovation urbaine ne vise pas seulement à changer l'image et le peuplement de ces quartiers. Elle entend aussi mieux contrôler les espaces publics. Guidée par les principes de la « prévention situationnelle », la mise en œuvre de cette politique traduit la montée en puissance des enjeux sécuritaires dans les aménagements urbains.

Qualité et sûreté des espaces urbains - Onze expériences novatrices

De collectif coordonné par Bertrand Vallet et Christophe Perrocheau

Editions PUCA Recherche n°204 ; ISBN : 978-2-11-097042- 8 janvier 2012 ; 177 pages

http://www.urbanisme-puca.gouv.fr/IMG/pdf/Ouvrage_de_synthese.pdf

Comment concevoir et mettre en œuvre des projets urbains qui intègrent la sûreté sans compromettre les vertus de la vie urbaine ? Quelles solutions alternatives à l'urbanisme défensif peut-on apporter aux problèmes de sûreté ?

Des architectes regrettent l'intervention policière dans l'urbanisme des cités

Lesinrocks, 23/09/2010

<http://www.lesinrocks.com/2010/09/23/actualite/des-architectes-regrettent-lintervention-policiere-dans-lurbanisme-des-cites-1125497/>

Une circulaire interministérielle du 6 septembre 2010, prévoit "*d'accroître le rôle de la police dans les choix urbanistiques relevant de la politique de la ville*", explique le quotidien. Au cœur de ces choix urbanistiques : les impératifs sécuritaires.

Le dialogue entre acteurs et son impact sur les projets urbains

Urbanisme et prévention situationnelle : le cas de la dispute des professionnels à Lyon /

Bilel Benbouzid

Metropoles.revues.org, 2010

<http://metropoles.revues.org/4391>

Dans cet article, l'auteur s'interroge sur une dispute autour de la création d'une commission communale consultative de prévention situationnelle, dispositif expérimental mis en œuvre à Lyon pour expertiser les projets de sécurisation (lutte contre le crime) des espaces urbains. En mobilisant la grille de la sociologie des épreuves, l'auteur analyse ce moment critique où les personnes en charge de l'urbanisme et celles responsables de la sécurité ont dû s'affronter et se mesurer autour de son acceptabilité et de sa définition. L'enjeu est de prendre au sérieux les logiques de justification des personnes afin d'analyser comment elles parviennent à trouver un accord. On voit que la prévention situationnelle apparaît comme un formidable catalyseur des débats autour du sens de la ville. En créant ce dispositif expérimental, la Ville de Lyon a produit sans en avoir l'intention, un espace de discussion et de cadrage de la controverse autour de la prévention situationnelle. Cette dernière apparaît comme le moyen pour les personnes en charge de la sécurité et de l'urbanisme de s'approprier un certain nombre de questions politiques et morales en mettant en avant la supériorité du politique sur la compétence technique.

Le Groupement Parisien Inter-bailleurs de Surveillance (GPIS) / Virginie Malochet

Institut d'aménagement et d'urbanisme Ile de France, 31/03/2015

<http://www.iau-idf.fr/savoir-faire/nos-travaux/edition/le-groupement-parisien-inter-bailleurs-de-surveillance-gpis.html>

Créé en 2004, le Groupement parisien inter-bailleurs de surveillance (GPIS) est constitué d'équipes mobiles qui patrouillent la nuit dans les parties communes de certaines résidences HLM. En l'espace d'une décennie, il s'est imposé comme un acteur de premier plan dans le paysage parisien de la prévention/sécurité. À ce titre, il traduit l'acuité des enjeux de préservation du cadre de vie dans les quartiers d'habitat social et témoigne de l'implication croissante des bailleurs en matière de sécurité quotidienne. Cette étude de l'IAU Île-de-France apporte un éclairage inédit sur ce dispositif unique en son genre. À partir d'une enquête de terrain, elle invite à découvrir le GPIS de l'intérieur, au plus près des acteurs

concernés. Elle permet d'en saisir la genèse, l'organisation actuelle, l'activité concrète et le positionnement dans la ville, face au public et vis-à-vis des partenaires.

Agir ensemble sur le sentiment d'insécurité. Manuel pratique pour les acteurs locaux

<http://www.urbansecurity.be/-Agir-ensemble-sur-le-sentiment-d->

Urbansecurity.be, Forum Belge pour la prévention et la sécurité urbaine

Le manuel "Agir ensemble contre le sentiment d'insécurité" s'adresse aux acteurs locaux qui développent des projets de prévention et de sécurité : responsables politiques, professionnels, associations, commerçants, entreprises et citoyens (habitants ou usagers d'un lieu) - regroupés en collectifs et comités de quartier ou non.

Bonnes pratiques, recommandations, mais aussi techniques et méthodes de travail commentées, toutes les informations présentées ici n'ont qu'un objectif : soutenir et stimuler le développement de projets partenariaux et participatifs de lutte contre le sentiment d'insécurité.

L'identification des signaux d'alerte

Olivet (Loiret) - Des « managers de quartiers » pour veiller à la tranquillité publique / TALPIN JEAN-JACQUES

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 02/06/2014, n° 2224, p. 39

Après avoir installé des « managers d'écoles », Olivet a créé, à l'été 2013, deux postes de « managers de quartiers ». « Les élus voulaient des agents de proximité présents sur le terrain, notamment pour lutter contre les petites incivilités », explique Pascale Baudin, chef du service « démocratie participative ». Deux agents, anciens commerciaux, ont été recrutés et formés durant près de deux mois pour connaître les services de la ville, avant de patrouiller dans les rues et d'aller à la rencontre des habitants.

À Romainville, une médiathèque pour apaiser la cité / BLANC SABINE

Lagazettedescommunes.com, club prévention sécurité, 07/05/2014

Dans le cadre de la rénovation de la cité Marcel Cachin, Romainville a fait un choix qui était alors inédit : installer une médiathèque pour contribuer à l'apaisement du quartier. Après des débuts un peu houleux, l'équipement semble avoir bien trouvé sa place. [Accès à l'article réservé aux abonnés au Club prévention-sécurité]

De la prévention situationnelle au predictive policing : sociologie d'une controverse ignorée

Champ pénal / Penal field, 09/06/2015, Volume XXII

<https://champpenal.revues.org/9050>

Cet article traite d'un corpus de textes scientifiques correspondant à un moment important dans le processus de légitimation de la prévention situationnelle : les recherches sur la victimisation à répétition et la construction d'algorithmes de prédiction. Le corpus permet de mettre en scène une controverse souvent ignorée, opposant Ken Pease et Tim Hope, relative à l'interprétation de résultats issus de la modélisation statistique de la distribution de la victimisation dans la population.

Véronique Levan : "Il faut inscrire la prévention situationnelle dans une démarche plus globale de prévention"

Actualités sociales hebdomadaires, 11/07/2014, n° 2868, p. 34-35

Dans les quartiers populaires, la prévention situationnelle - résidentialisation des immeubles, sécurisation des accès, promotion de la surveillance informelle - est souvent privilégiée pour réduire l'insécurité. Une approche séduisante, mais aux effets finalement limités. C'est ce que montre la chercheuse Véronique Levan dans une enquête menée à Paris et New-York.

Quelques formes de réappropriation

À quoi sert la vidéosurveillance ? Le cas français d'une petite ville « exemplaire »

Déviance et société, 2016/1, p.25-50

Le fort développement de la vidéosurveillance dans l'espace public, en France, à partir des élections présidentielles de 2007, n'a pas fait l'objet d'évaluations scientifiques. Cet article propose une étude de cas et un travail de terrain dans une petite ville dotée d'un système de vidéosurveillance considéré comme exemplaire par les pouvoirs publics locaux. L'étude montre que la vidéosurveillance n'assure ni prévention ni dissuasion des actes de délinquance et qu'elle n'a globalement aucun impact sur le niveau de la délinquance enregistrée. L'étude illustre également le phénomène de déplacement des problèmes. Elle permet ensuite de mesurer la contribution de la vidéosurveillance au travail de police judiciaire, montrant que cette contribution est réelle mais limitée. Au final, la vidéosurveillance apparaît essentiellement comme un outil municipal de gestion urbaine de proximité, qui n'a que peu de rapport avec la politique locale de sécurité et de prévention.

Quand l'écologie populaire permet de lutter contre la désespérance sociale et la criminalité

Bastamag.net, 16/09/2016

<http://www.bastamag.net/Quand-l-ecologie-populaire-permet-de-lutter-contre-la-desesperance-sociale-et>

Dans les quartiers nord de Marseille, marqués par le chômage massif et la violence, une initiative pourrait bien améliorer un peu la vie des habitants. La cité de Font-Vert, enclavée géographiquement et sinistrée socialement, expérimente des jardins en pied d'immeubles, cultivés par les habitants. Une initiative qui recrée du lien, retisse des solidarités, génère des économies et permet de récupérer des espaces publics jusque-là abandonnés à la violence des trafiquants et aux repréailles de la police. Reportage.

La construction des représentations

Insécurité en territoires périurbains. Comparaison de cinq sites franciliens / LE GOFF

Tanguy, MALOCHET Virginie

Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France, 09/2012, n° 961, 141 p.

<http://www.iau->

[idf.fr/fileadmin/NewEtudes/Etude_961/Insecurite_en_territoires_periurbains.pdf](http://www.iau-idf.fr/fileadmin/NewEtudes/Etude_961/Insecurite_en_territoires_periurbains.pdf)

À la demande du Conseil régional d'Île-de-France, en réponse aux préoccupations des élus locaux, la Mission Études Sécurité de l'IAU a mené une étude de type exploratoire sur le thème de l'insécurité en territoires périurbains.

Face à l'image d'une insécurité croissante qui déborderait la ville pour gagner les campagnes, la question centrale est de savoir ce qui se joue réellement en la matière dans l'espace périurbain francilien. Au-delà, cette étude vise, à partir de l'entrée « insécurité », à apporter une contribution à la réflexion sur les territoires périurbains. Cet angle d'analyse est une manière d'en interroger les spécificités, les processus de différenciation interne, les dynamiques de transformation et de continuité sur le plan de l'action publique notamment.

A la maison dans mon HLM ...La résidentialisation comme dispositif de rénovation urbaine / Sophie Chédiac

Metropoles.revues.org, 2009

<http://metropoles.revues.org/3775>

Nous avons porté notre attention sur l'adaptation du modèle de « résidentialisation » (outil phare au service de la réussite des opérations de rénovation urbaine) à une problématique territoriale particulière : le quartier Mosson à Montpellier (Zone Urbaine Sensible - ZUS). Les processus mis en œuvre sur ce quartier au cours des dix dernières années ont connu des destins divers avec des décalages forts entre intentions affichées et résultats obtenus. L'aboutissement de notre réflexion nous a amené à comparer deux phases successives et assez contrastées de résidentialisation. Nous avons évalué l'hypothèse selon laquelle ce type d'intervention sur la forme urbaine a un impact sur le mode d'appropriation de l'espace par les habitants et interrogé également sa contribution à atteindre l'objectif de mixité sociale tant énoncé dans les discours. Cela revient à nous demander comment les normes de « mixité sociale » et de « participation des habitants » revendiquées par l'ANRU sont assimilées par les acteurs locaux et de fait intégrées, diffusées localement au regard de la mise en œuvre d'un dispositif d'action publique particulier.

« La tranquillité publique est une notion complexe » – Aurélien Dyjak, sociologue

Lagazettedescommunes.com, club prévention sécurité, 11/07/2016

La demande de tranquillité publique, intimement liée aux notions de civilités et d'incivilités, est au cœur des revendications exprimées par les habitants. Dans un entretien au Club prévention sécurité, Aurélien Dyjak, directeur pédagogique et formateur à l'Institut de

criminologie méditerranéen, livre une approche sociologique de cette notion de tranquillité dont le maire est en principe le garant.

Les effets de proximité dans l'appropriation collective d'un grand parc paysager à

saguenay / Marie-Hélène Tremblay ; Martin Simard

Vertigo, vol 11, n°2, septembre 2011

<https://vertigo.revues.org/11098>

L'idée d'interpénétrer la ville et la nature est au cœur des préoccupations urbanistiques depuis fort longtemps. Au XIX siècle, l'aménagement de grands parcs urbains comme Central Park à New York en constitue un exemple éloquent. Qu'il s'agisse de la création de liens sociaux, du rapport à la nature ou de la formation de l'identité collective, les grands parcs urbains contribuent à la qualité de vie des collectivités. Imaginés, conçus, puis aménagés par les professionnels de l'aménagement urbain, ces espaces publics seront ensuite adoptés ou non par les résidents et les visiteurs, selon divers facteurs. Dans ce contexte, cet article se penche sur les mécanismes d'appropriation collective d'un grand parc paysager. Plus précisément, nous avons cherché à savoir s'il y a des effets de proximité dans les représentations et pratiques des groupes d'utilisateurs. Pour ce faire, nous nous sommes penchés sur le cas du site de la zone portuaire de Chicoutimi, à Saguenay. Un sondage a été réalisé auprès des utilisateurs. Nous avons ainsi pu constater que le fait d'habiter un endroit en particulier influence non seulement les représentations sociales liées à l'aménagement d'un grand parc paysager, mais aussi les pratiques des usagers.

«**Le souffle du Désert & le Feu intérieur**», Editions Oasis-voyages, Lyon 2011.

«**Le Livre de la Relaxation bio-dynamique**», Editions MEDICIS, Paris, 2006.

"**Insertion professionnelle & emploi des personnes handicapées psychiques: pour une articulation des pratiques**", ÉditionsCRDI Rhône-Alpes, Agefiph, juin 2003.

"**Les raisons de l'accoutumance**", in° SEPT-MAG, n° 472, 09 au 15 juillet 1988

"**Pour une réponse locale au Défi de la drogue en Guadeloupe**",Éditions FIRST, Paris, 1988.

"**Adolescence, déviance et recherche initiatique**", Éditions COREDAF, Grand-Camp, 1988.

"**Le corps du délit**", in Bulletin de l'ANIT, Paris 1986.

Clin d'œil

Marches exploratoires de femmes : retour d'expériences / Séverine CATTIAUX

Lettreeducadre.fr, 17/10/2016

La ville appartient à tous. Une évidence qui n'en est plus une... pour les femmes. D'où l'initiative de marches exploratoires. L'idée : associer les femmes qui vivent la cité dans les quartiers difficiles pour aboutir sur un aménagement des usages. Bilan d'une expérimentation menée dans douze villes.

Quand un berger et ses chèvres réenchangent Paris et sa banlieue

Bastamag.net, 13/07/2016

<http://side-ways.net/episode9/magazine/#magazine>

Un troupeau de chèvres arpentant les rues de Paris et de Bagnolet en quête de pâturages. Des légumes en bas des immeubles. Des ateliers manuels avec les jeunes du quartier. Ce sont quelques-unes des activités proposées par l'association Sors de Terre, installée depuis huit ans à Bagnolet, en Seine-Saint-Denis. Au milieu du béton, un lieu où se déconstruisent les concepts de politiques publiques et s'ouvre le champ des imaginaires, menacé par une opération de rénovation urbaine du quartier. Reportage en photos et vidéo de Side-Ways.

La ville asseyable, une utopie à (re)construire

Demainlaville.com, 03/2016

<http://www.demainlaville.com/la-ville-asseyable-une-utopie-a-reconstruire/>

Existe-t-il plaisir plus simple et plus urbain que de s'asseoir en ville ? Si le banc public est l'objet de toutes les louanges publiques (on ne vous fera pas l'affront de vous citer Brassens), il reste paradoxalement un objet méconnu de l'urbain. L'apparition toute récente d'un nouveau type de mobilier dans les rues de Paris, initié par JCDecaux, nous offre l'occasion de revenir sur ce passionnant sujet : comment redonner ses lettres de noblesse à l'utopie d'une « ville asseyable » ?

Sexisme and the city / VINCENT Catherine

Monde (le), 24/10/2015, p. 4-5

Equipements de loisirs, transports, éclairage public...Les axes de travail ne manquent pas pour rendre les centres urbains moins "androcentrés". Mais seules 16% des communes françaises sont dirigées par des femmes.

Le canapé, ce mobilier urbain qui s'ignore

Lebugurbain, 04/03/2014

<http://www.lebugurbain.fr/le-canape-ce-mobilier-urbain-qui-signore/#prettyPhoto>

Pour cet article, on ressort une idée pas tout à fait neuve mais qui ne manque pourtant pas de potentiel pour le confort de nos rues (et le bien-être de nos fessiers malmenés par les bancs en béton armé) : introduire le canapé dans l'espace public.

Sur l'appropriation collective de l'espace

Imaginaire et esthétique de la ville et d'un quartier lyonnais : Perrache / Sainte-Blandine / Confluence

Mémoire de Master 1 Science Politique Université Lumière Lyon 2 Sous la direction de Gwenola Le Naour, maître de conférences à l'IEP de Lyon

La mise en mots des espaces dans un grand ensemble en rénovation Décalages significatifs entre toponymie conçue et toponymie vécue (Malakoff, Nantes, France)

Cahiers internationaux de sociolinguistique, 2011/1 (N° 1), p. 90-110

<http://www.cairn.info/revue-cahiers-internationaux-de-sociolinguistique-2011-1-page-99.htm>

Depuis 2003, les quartiers d'habitat social français sont concernés par des transformations rapides et profondes, se traduisant par des démolitions/reconstructions, des réhabilitations, des résidentialisations et des déplacements de populations (Berland-Berthon, 2009). De telles opérations déstabilisent de nombreuses familles, déjà fragilisées, contraintes de quitter un logement auxquelles elles étaient souvent attachées (Moncomble, 2002). Ce sont plus largement les repères de nombreux habitants qui sont ainsi bouleversés. Cette question des repères peut être abordée de manière pertinente à travers la manière dont sont nommés les lieux. Dans quelle mesure les habitants se raccrochent-ils à des repères stables ? Inversement, comment la mise en mots de l'espace s'adapte-t-elle à ces bouleversements ?

Retrouvez des articles de Thomas Sauvadet sur le site du [Centre de Ressources](#)